

Le tourisme : après le choc, un redémarrage stratégique pour nos territoires

Alors que le tourisme est l'un des secteurs les plus touchés de l'économie mondiale par la crise du Covid-19, l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), une institution des Nations Unies, a estimé que le choc pourrait se traduire par une diminution des recettes d'exportation du tourisme dans des proportions comprises entre 910 et 1 200 milliards de dollars, et menacer directement de 100 à 120 millions d'emplois. « *Le Covid-19 a un impact sur les voyages et le tourisme sans équivalent dans l'histoire* », résume Zurab Pololikashvili, le secrétaire général de l'OMT. Selon le moment auquel interviendra la levée des diverses restrictions sur les voyages de par le monde, les arrivées de touristes internationaux pourraient baisser de 60 à 80 % en 2020.

Avec les frontières fermées, les avions cloués au sol, les populations confinées, les hôtels paralysés, l'industrie du tourisme peine à remonter la pente. Or l'enjeu du soutien au secteur du tourisme est considérable pour l'Europe, première destination dans le monde, et en particulier pour certains États membres comme la France, l'Espagne, l'Italie, la Grèce. Le secteur représente en Europe trois millions d'entreprises (très souvent des PME familiales de moins de 10 employés), 27 millions d'emplois et pèse 11 % du PIB européen. Le secteur européen du tourisme devrait voir ses revenus chuter de 50% en 2020 selon la Commission européenne. A l'échelle du continent européen, l'impact frappe en particulier certaines économies déjà fragilisées par la pandémie, à l'instar de la Grèce par exemple, qui a connu une chute particulièrement brutale de l'activité touristique, avec une baisse de plus de 70 %. Le tourisme est le deuxième pilier de son économie (20 % du PIB), derrière la marine marchande, et il emploie un actif sur cinq. Tous ces salariés sont directement menacés aujourd'hui de perdre leur emploi, puisqu'un hôtel sur quatre risque la faillite. La relance du secteur du tourisme dépend de la levée progressive des restrictions frontalières, alors que les pays européens ont commencé leur déconfinement de manière dispersée.

Le tourisme est aussi un secteur stratégique pour la France : les atouts de son territoire (diversité géographique, sites naturels, monuments à la renommée internationale, mode de vie) et la richesse de son histoire, ont permis à notre pays de devenir une zone touristique particulièrement attractive, et une destination de prédilection. L'industrie du tourisme représente plus de 7 % de la richesse nationale et emploie, directement ou indirectement, près de deux millions de personnes. En 2018, un rapport du Conseil mondial du voyage et du tourisme, en association avec The Oxford Economics, avait montré que le poids du tourisme dans l'économie française ne cesserait pas de progresser et pourrait atteindre, d'ici 2028, 10% du PIB français, avec plus de 3 millions d'emplois directement ou indirectement liés au tourisme, avec une dynamique soutenue par la hausse des dépenses des visiteurs et l'engagement dans la création d'emploi sur le long terme. La France est souvent classée comme la première destination touristique mondiale.

Or, après des difficultés liées au climat social et aux conflits sociaux, le secteur du tourisme a été l'un des premiers touchés par la crise du coronavirus, et il sera sans doute le dernier à en sortir, avec la réouverture prochaine des cafés, des restaurants, des hôtels, des festivals. Soit toutes les activités centrales durant la période estivale et à l'arrêt total durant de nombreuses semaines, et dont le chiffre d'affaires a fondu (voir le chapitre de SES en seconde « [Comment crée-t-on les richesses et comment les mesure-t-on ?](#) »), même si le gouvernement a annoncé que les Français pourraient bien partir en vacances en France cet été.

Le secteur du tourisme comprend d'ailleurs une grande diversité d'entreprises (voir le cours de SES en première « *Comment les entreprises sont-elles organisées et gouvernées ?* ») Derrière des leaders internationaux, que sont notamment le groupe Accor, le Club Med ou Air France, le secteur est aussi structuré en France autour de 235 000 PME et de TPE qui sont également fortement impactées par les effets de la crise sanitaire, avec des conséquences brutales en cascade sur l'activité et l'emploi. Le gouvernement chiffre ainsi à 10 milliards d'euros par mois l'impact économique de la crise du Covid-19 sur le secteur du tourisme.

L'impact de la crise sanitaire sur le tourisme frappe inégalement les territoires dans l'Hexagone : les régions les plus touchées pourraient être l'Ile-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur, mais d'autres le seront également comme la Normandie par exemple. Face à la gravité de la situation, le Gouvernement a annoncé récemment le lancement d'un plan de soutien interministériel de 18 milliards d'euros à destination du secteur touristique. Parmi les mesures de ce plan à destination des entreprises : un fonds de solidarité qui restera ouvert pour les entreprises du secteur du tourisme jusqu'à la fin de l'année 2020, la possibilité de recourir au chômage partiel dans les mêmes conditions

que celles en vigueur actuellement, et ce jusqu'à la fin du mois de septembre 2020, un renforcement des dispositifs de prêts, la mise en place d'un plan d'investissements en fonds propres de 1,3 milliards d'euros qui sera porté par la Caisse des Dépôts et Bpifrance, une exonération de cotisations sociales qui s'appliquera aux TPE et aux PME pendant la période de fermeture ou de très faible activité, au moins de mars à juin, pour un montant estimé à 2,2 milliards d'euros. Gérald Darmanin, le ministre des comptes publics, a également annoncé ces derniers jours une exonération de trois milliards d'euros de charges pour des entreprises de secteurs fortement touchés par les conséquences de la crise sanitaire, comme la restauration, la culture ou le sport, mais aussi le tourisme.

Si le secteur n'échappera pas à une période douloureuse, il pourrait, à l'occasion de cette crise historique, connaître une série de mutations profondes et une modernisation, avec à la clé de nouvelles opportunités pour les acteurs en présence.

Impact du COVID-19 sur les recettes touristiques - source Atout France

Simulation au 13 mars 2020	Scénario 1	Scénario 2
Clientèle internationale en France		
Baisse moyenne estimée au premier semestre 2020 en %	-66	-64
Poids 1 ^{er} semestre (base données 2019) en %	44	44
Baisse rapportée à l'année en %	-30,0%	-28,0
Estimation baisse annuelle en Md€	-17,3	-16,2
Clientèle domestique en France		
Baisse moyenne estimée au premier semestre 2020 en %	-68	-65
Poids 1 ^{er} semestre (base données 2019) en %	40	40
Baisse rapportée à l'année en %	-27,1	-25,8
Estimation baisse annuelle en Md€	-30,1	-28,5
Clientèle touristique au total en France		
Baisse rapportée à l'année en %	-28,1	-26,5
Perte totale en Md€	-47,4	-44,7

Estimation réalisée par Atout France à partir des Recettes internationales 2019 (57,9 M€) et de la consommation domestique 2019.

Source : Les effets du COVID-19 sur le secteur du tourisme, *Observatoire de l'économie du tourisme*, avril 2020.